



Plutôt que l'industrie, c'est la dette publique qu'il faut renationaliser

Comme la querelle scolaire il y a un siècle, le concept d'appropriation publique des moyens de production est aujourd'hui au cœur d'une vraie guerre de Religion. Le débat sur la nationalisation a réveillé nos vieux démons et enflammé les idéologues des deux bords, transfrontaliers d'ailleurs, puisque les combattants ne se rangent pas seulement en fonction de leur sensibilité politique. Le dossier Florange a toujours été très difficile. La négociation conduite par un gouvernement polyphonique avec l'industriel indien, qui est tout sauf un enfant de chœur, est un labyrinthe opaque. Ce dossier est nourri de songes et de mensonges. On aurait pu débattre du passé et de l'avenir, depuis la rencontre du grossiste Mittal et du spécialiste Arcelor jusqu'à la mutation de cette industrie vers les nouveaux matériaux. Au lieu de cela, on aura vécu une polémique déclenchée par l'idée de la nationalisation devenue un slogan. Ce n'est pas fini et le combat fait rage entre ceux qui reconnaissent le diable dans une nationalisation, pourtant présentée comme une transition vers une privatisation porteuse d'avenir, et ceux qui maudissent les adversaires de cette solution, « traîtres à la classe ouvrière ».

La nationalisation ne mérite ni cet excès d'honneur ni cette indignité. C'est un instrument comme un autre de la politique économique, de droite ou de gauche, qu'il faut pouvoir utiliser avec parcimonie et à bon escient. Nous l'avions d'ailleurs fait avec grand succès pour Alstom. Tant de médailles d'or françaises dans le rail, l'aérien, l'électricité, le téléphone... auraient été impensables sans la nationalisation faite au moment juste, avec un dessein juste, sans idéologie. Un simple outil de circonstance, correspondant à une nécessité d'un moment, qu'il faut laisser respirer avec pragmatisme pour faire et défaire, quand il le faut, l'appropriation publique. D'ailleurs c'est ce qu'ont fait récemment les gouvernements anglo-saxons sur les deux rives de l'Atlantique, pourtant baignées d'une culture où la propriété privée est sainte et les deniers du contribuable, sacrés. Ces Etats se sont emparés sans controverse nationale de rien de moins que le leader mondial de l'automobile aux Etats-Unis, et de grandes banques de la City en Angleterre! Le temps qu'il aura fallu pour que le retour au marché redevienne possible. Ni plus ni moins. Nulle autre attitude n'est moderne.

Mais il y a plus grave. Cette guerre de Religion ressortie du grenier n'est pas juste désuète. On se trompe de cible. Car le recours à la nationalisation circonscrite et occasionnelle n'est

rien à côté de la nationalisation massive de toute notre économie. Comment nommer autrement une économie occupée à 57% par un secteur public nourri par une dette dépassant 90% du PIB, dont on ne sait maîtriser l'explosion qu'en aggravant la pression fiscale, voisine d'une moitié du revenu national? N'est-ce pas un pays collectiviste? Et comment baptiser les familles françaises dont la moitié du revenu global provient de l'Etat, si l'on inclut les rémunérations du secteur non marchand versées à ses agents et les transferts de l'Etat providence aux ménages? Bien malgré elles d'ailleurs, puisqu'un secteur marchand rétréci par le poids des administrations publiques ne peut pas offrir assez d'emplois et de revenus aux Français.

Ce cercle vicieux de la nationalisation de la France et des Français ne peut être brisé que par une volonté politique de fer qui trouve un écho chez nos concitoyens. Car la dette publique d'aujourd'hui, c'est l'impôt de demain. Surtout parce que notre dette s'adresse pour les deux tiers aux marchés internationaux de capitaux, ce qui est un paradis lorsque notre signature leur convient, et l'enfer dès qu'elle leur inspire de la crainte, imposant alors un régime draconien. C'est pourquoi, à la suite de l'Institut Montaigne, je recommande la renationalisation de la dette publique française [projet visant à proposer aux épargnants français des bons perpétuels défiscalisés indexés sur le taux du livret A pour réduire la dépendance de la dette à ses détenteurs étrangers. NDLR] si, par malheur, nos dirigeants actuels n'engageaient pas les bonnes réformes pour inspirer confiance à nos créanciers.

Du fait de la crise et d'une hésitation face aux réformes nécessaires, notre pays s'enlise dans un cercle vicieux de la prise en charge, où nos entreprises et nos familles deviennent à contrecœur pupilles de la nation. Plutôt que de s'étriper sur le douloureux dossier de Florange, il faut tenter d'unir nos forces pour conjurer la menace redoutable qui pèse sur notre pays : la nationalisation intégrale.

* Députée (UMP) de l'Essonne. Le mois prochain, l'éditorial de Karine Berger, députée (PS) des Hautes-Alpes.